

Convention de la Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. Les pays et les territoires qui font partie a cette convention.

La Convention Apostille facilite la circulation des actes publics établis dans un État partie à la Convention et devant être produits dans un autre État partie à la Convention. Pour ce faire, la Convention remplace les formalités, souvent lourdes coûteuses, de légalisation d'un actes public par la simple émission d'une Apostille (également dénommée certificat d'Apostille ou Certificat).La Convention s'est également révélée d'une grande utilité pour les États qui n'exigent pas que des actes publics étrangers soit légalisés ou qui ne connaissent pas le concept de la légalisation dans leur droit interne : en effet, les justiciables de ces pays profitent des avantages de la Convention toutes les fois où ils comptent produire un acte public national dans un autre État qui , lui , exige une authentification du document en question.

Dans la Convention les actes publics sont :

- Les documents qui émanent d'une autorité, ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l' État , y entre les documents du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice
- Les documents administratifs (ainsi que les déclaration officielles telles que mentions d'enregistrement)
- Les actes notoriés
- Les actes officielles pour les visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé

En pratique, des Apostilles sont surtout émises pour des certificats de naissance, mariage, pour des certifications de signature ets .

En revanche la Convention ne s'applique aux :

- Documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires
- Documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (des licences d'impôt ou d'export)

Une Apostille ne peut être émise que par une Autorité compétente désignée par l'État sur le territoire duquel l'acte public a été établi (pour plus d'informations, y compris la liste des Autorités compétentes désignées par les États contractants, les coordonnées d'Autorités compétentes et autres informations pratiques, comme le coût d'une Apostille .




































La Convention Apostille ne s'applique qu'entre États Parties . Pour une liste complète et mise à jour des États contractant . De toutes les Conventions de la Haye, la Conventione Apostille est celle qui a attiré le plus grand nombre de ratification et adhésions.












































Les diplômes émis par des institutionsprivées ne peuvent être apostillés directement et ils peuvent être munis d'un certificat officiel délivré par un notaire, un avocat, une agence ou toute autre personne ets .

Les pays et les territoires qui font partie a cette convention.








Pays

La date de ratification et entrée en vigueur

 Albanie	Adhésion en 13 septembre 2003; entrée en vigueur en 9 Mai 2004
 Samoa	Adhésion en 18 janvier 1999; entrée en vigueur en 13 novembre 1999
 Andorra	Adhésion en 15 avril 1996, entrée en vigueur en 31 décembre 1996
 Antigua et Barbuda	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 1 novembre 1981
 Argentine	Adhésion en 8 mai 1987; entrée en vigueur en 18 février 1988
 Arménie	Adhésion en 19 novembre 1993; entrée en vigueur en 14 août 1994
 Arube	Adhésion en 1 mai 1967 ; entrée en vigueur en 30 avril 1967
 Australie	Adhésion en 11 juin 1994; entrée en vigueur en 16 mars 1995
 Autriche	Adhésion en 14 novembre 1967 ; entrée en vigueur en 13 janvier 1968
 Azerbaïdjan	Adhésion en 13 mai 2004; entrée en vigueur en 2 mars 2005
 Bahamas	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 10 juin 1973
 Barbade	Adhésion en 24 février ; entrée en vigueur en 30 novembre 1966
 Belarus	Adhésion en 31 mai 1992; entrée en vigueur avec une succession après USSR
 Belgique	Adhésion en 11 décembre 1975; entrée en vigueur en 9 février 1976
 Belize	Adhésion en 17 juin 1992 ; entrée en vigueur en 11 avril 1993
 Iles Bermudes	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 25 avril 1965
 Bosnie-Herzégovine	Adhésion en 24 janvier 1965; entrée en vigueur pour Yougoslavie
 Botswana	Adhésion en 30 septembre 1966; entrée en vigueur par la succession de Bechuanalandie
 L'Antarctique	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 25 avril 1965
 territoire de Grande Bretagne	
 Illes Virgines de Bretagne	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 25 avril 1965
 Brunéi Darussalam	Adhésion en 23 février 1987 ; entrée en vigueur en 3 décembre 1987
 Bulgarie	Adhésion en 1 août 2000; entrée en vigueur en 29 avril 2001
 Iles Caimanes	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 25 avril 1965 par la Convention Cayman Islands
 Chine	
 Aomin (Makao)	Adhésion en 4 février 1969 ; entrée en vigueur en 20 décembre 1999
 Hong Kong (Xianggang)	Adhésion en 25 avril 1965; entrée en vigueur en 1 juin 1997
 Colombie	Adhésion en 27 avril 2000 ; entrée en vigueur en 30 janvier 2001
 Iles Cook	Adhésion en 13 juin 2004; entrée en vigueur en 30 avril 2005
 Croatie	Adhésion en 24 janvier 1965 ; entrée en vigueur en 5 avril 1993
 Chypre	Adhésion en 26 juin 1972, entrée en vigueur en 30 avril 1973
 République de Tchèque	Adhésion 23 juin 1998, entrées en vigueur en 16 mars 1999
 Danemark	Adhésion en 30 octobre 2006 ; entrée en vigueur en 29 décembre 2006
 Dominique	Adhésion en 3 novembre 1978; entrée en vigueur en 22 octobre 2002 par la succession
 Equateur	Adhésion en 2 juin 2004; entrée en vigueur en 2 avril en 2005

 El Salvador	Adhésion en 14 septembre 1995 ;entrée en vigueur en 31 mai 1996
 Estonie	Adhésion en 11 décembre 2000 ;entrée en vigueur en 30 septembre 2001
 Falkland Island (Islas Malvinas)	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 25 avril 1965
 Fidji	Adhésion en 24 février 1965; entrée en vigueur en 10 octobre par la succession
 Finlande	Adhésion en 27 juin 1985 ; entrée en vigueur en 26 août 1985
 France	Adhésion en 25 novembre 1964 , entrée en vigueur en 24 janvier 1965
 France Polynesie	Ici la Convention repondue comme le territoire de France
 Géorgie	Adhésion en 21 août 2006 ,entrée en vigueur en 14 mai 2007
 Germanie	Adhésion en 15 décembre 1965 ;entrée en vigueur en 13 février 1966
 Gibraltar	Adhésion en 24 février 1965 , entrée en vigueur en 13 février 1966
 Grande Bretagne	Adhésion en 21 août 1964 , entrée en vigueur 24 janvier 1965
 Grèce	Adhésion en 19 mars 1985 , entrée en vigueur en 18 mai 1985
 Grenade	Adhésion en 7 février 1974 par la succession de l'indépendance de Grenada
 Guadeloupe	Ici la Convention repondue comme le territoire de France
 Guame	Ici la Convention repondue comme le territoire Etats-Unis
 Guernse	Adhésion en 21 août 1964 ; entrée en vigueur en 25 avril 1965
 Guiane	Ici la Convention repondue comme le territoire de France
 Honduras	Adhésion en 20 janvier 2004 ,entrée en vigueur en 30 septembre 2004
 Hongare	Adhésion en 18 , 1972 (affiliation), on January 18, 1973 (came into force)
 Islande	Adhésion en 28 septembre 2004 On ;entrée en vigueur en 27 novembre 2004
 Inde	Adhésion en 26 octobre 200 ;entrée en vigueur en 14 juin 2005
 Irlande	Adhésion en 8 janvier 1999 ; entrée en vigueur en 9 mars 1999
 Israel	Adhésion en 11 novembre 1977 ;entrée en vigueur en 14 août 1978
 Italie	Adhésion en 13 décembre 1977 ;entrée en vigueur en 11 février 1978
 Japon	Adhésion en 28 mai 1970 ; entrée en vigueur en 27 juin 1970
 Jersie	Adhésion en 21 août 1964; entrée en vigueur en 24 janvier 1965
 Kazakhstane	Adhésion en 5 avril 2000 , entrée en vigueur en 30 janvier 2001
 Corée (South)	Adhésion en 25 octobre 2006 ; entrée en vigueur en 14 juin 2007
 Litouanie	Adh2sion en 11 mai 1995 , entrée en vigueur en 30 janvier 1996
 Lesotho	Adhésion en 24 février 1965 ; entrée en vigueur en 24 avril 1972 par la succession
 Liberie	Adhésion en 24 mai 1995 ; entrée en vigueur en 8 février 1986
 Liechtensteine	Adhésion en 19 juin 1972 , entrée en vigueur en 17 septembre 1972
 Lithuania	Adhésion en 5 novembre 1996 , entrée en vigueur en 19 juin 1997
 Luxembourg	Adhésion en 4 avril 1979 ; entrée en vigueur 3 juin 1979
 Macedonie	Adhésion en 24 janvier 1965, entrée en vigueur en 20 septembre 1993 par la succession
 Maine	Adhésion en 21 , août 1964 , entrée en vigueur en 24 janvier 1965
 Maiottie	Ici la Convention repondue comme le territoire de France
 Malawi	Adhésion en 24 février 1967 ; entrée en vigueur en 2 décembre 1967
 Malte	Adhésion en 12 1967 ; entrée en vigueurv en 3 mars 1968
 Iles Marchalle	Adhésion en 18 novembre 1991 ; entrée en vigueur en 14 août 1992
 Maurice	Adhésion en 24 février 1965 ,entrée en vigueur en 20 décembre 1968 par la succession
 Mexique	Adhésion en 11 décembre 1994 ; entrée en vigueur en 14 août 1995
 Moldavie	Adhésion en 19 juillet 2006 , entrée en vigueur en 16 mars 2007

 Monaco	Adhésion en 24 avril 2002 ; entrée en vigueur en 31 décembre 2002
 Monténégro	Adhésion en 24 janvier 1965 ; entrée en vigueur en 3 juin 2006 par la succession
 Montserrat	Adhésion en 24 février 1965 ; entrée en vigueur en 25 1965
 Namibie	Adhésion en 24 avril 2000 ; entrée en vigueur en 30 janvier 2001
 Nouvelle Calédonie	Ici la Convention repondue comme le terriotoire de France
 Nouvelle-Zélande	Adhésion en 7 février 2001 ;entrée en vigueur en 22 novembre 2001
 Hollande	Adhésion en 9 août 1965 ; entrée en vigueur en 8 octobre 1965
 Netherlands Antillan guilder	Adhésion en 1 mars 1967 ; entrée en vigueur en 30 avril 1967
 Niue	Adhésion en 10 juin 1998 ; entrée en vigueur en 2 mars 1999
 Iles Mariane	Ici la Convention repondue comme le terriotoire Etats-Unis
 Norvège	Adhésion en 30 mai 1983 ; entrée en vigueur en 29 juin 1983
 Panama	Adhésion en 30 octobre 1990 ;entrée en vigueur en 4 aout 1991
 Pologne	Adhésion en 19 novembre 2004 ; entrée en vigueur en 14 août 2005
 Portugal	Adhésion en 6 décembre 1968 , entrée en vigueur en 4 février 1969
 Puerto Rico	Ici la Convention repondue comme le terriotoire Etats-Unis
 République de l'Amérique Est	Adhésion en 3 août 1994 ; entrée en vigueur en 30 avril 1995
 Réunion	Ici la Convention repondue comme le terriotoire de France
 Roumanie	Adhésion en 7 juin 2000; entrée en vigueur en 16 mars 2001
 Russie	Adhésion en 31 mai 1992; entrée en vigueur par la succession
 Samoa	Adhésion en 18 janvier 1999, entrée en vigueur en 13 septembre 1999
 San Marino	Adhésion en 26 mai 1994 ; entrée en vigueur en 13 février 1995
 Santé Tomé et Príncipe	Adhésion en 19 décembre 2007; entrée en vigueur en 13 septembre 2008
 Serbie	Adhésion en 24 janvier 1965; entrée en vigueur par la succession
 Seychelles	Adhésion en 9 juin 1978 , entrée en vigueur en 31 mars 1979
 Slovaquie	Adhésion en 24 janvier 1965; entrée en vigueur par la succession
 Slovenie	Adhésion en 24 janvier 1965; entrée en vigueur par la succession
 Espagne	Adhésion en 27 juin 1978 , entrée en vigueur en 25 septembre 1978
 Iles St Héléne	Adhésion en 24 février 1965, entrée en vigueur en 25 avril 1965
 St Kitts et Nevis	Adhésion en 26 février 1994; entrée en vigueur en 14 décembre 1994
 St Lucie	Adhésion en 5 décembre 2001 ;entrée en vigueur en 31 juin 2002
 St. Pierre et Miquelon	Ici la Convention repondue comme le terriotoire de France
 St. Vincent et les Grenadines	Adhésion en 24 février 1965, entrée en vigueur par la succession
 Suriname	Adhésion en 16 mai 1967 ; entrée en vigueur par la succession
 Swaziland	Adhésion en 24 février 1965 , entrée en vigueur par la
 Suède	Adhesion en 2 mars 1999; entrée en vigueur en 1 mai 1999
 Swaziland	Adhésion en 10 janvier 1973 , entrée en vigigeur 11 1973
 Terkes et Kaikos	Adhésion en 24 février 1965, entrée en vigueur en 25 avril 1965
 Tonga	Adhésion en 24 février , 1965 ; entrée en vigueur en 4 juin 1970 par la succession
 Trinité et Tobago	Adhésion en 28 octobre 1999 ;entrée en vigueur en 14 juin 2000

 Turquie	Adhésion en 31 1985 ; entrée en vigueur en 29 septembre 1985
 Ukraine	Adhésion en 2 avril 2003, entrée en vigueur en 22 décembre 2003
 Etats-Unis d'Amérique	Adhésion en 24 décembre 1980 , entrée en vigueur en 15 octobre 1981
 Vanuatu	Adhésion en 30 juin 1980 par la succession de Nouvelle Hébrides pour la Vanuatu
 Venezuela	Adhésion en 1 juin 1998; entrée en vigueur en 16 mars 1999
 Iles Virgines	Ici la Convention répondue comme le territoire Etats-Unis
 Wallis-et-Futunie	Ici la Convention répondue comme le territoire de France